

Compétitivité : un rapport sénatorial dresse un constat sévère sur l'état de l'agriculture française

Les sénateurs de la commission des affaires économiques ont adopté le 28 septembre un rapport sur l'état de l'agriculture française, « Compétitivité : une urgence pour redresser la ferme France ». Faibles capacités d'exportations, trop fort poids des importations, dépendance vis-à-vis de l'extérieur et segmentation du marché entre les plus riches et les plus pauvres, le constat est sans appel. Pour améliorer la situation, les rapporteurs préconisent un « choc de compétitivité ».



Par Lucille Gadler et Mathilde Nutarelli

Temps de lecture : 4 min

Publié le 03/10/2022 à 17:37

Mis à jour le 04/10/2022 à 10:36

La commission des affaires économiques du Sénat a adopté le 28 septembre un rapport intitulé « Compétitivité : une urgence pour redresser la Ferme France ». Coordonné par Laurent Duplomb, sénateur LR de Haute-Loire, Serge Mérillou, sénateur socialiste de Dordogne et Pierre Louault, sénateur centriste d'Indre et Loire, le rapport met en lumière le déclin progressif de la production

Une « déconnexion totale de l'agriculture française » avec les attentes des consommateurs

Le rapport est sans appel : les Français peuvent de moins en moins manger de produits français. Les rapporteurs appellent cela l'effet « repas du dimanche » : « Les produits français sont servis en de plus en plus rares occasions, laissant la place aux produits importés pour les repas du quotidien ». Le rapport relève par exemple qu'aujourd'hui, 1 poulet sur 2 consommés en France serait importé.

Les sénateurs soulignent également un risque à ce système de consommation : celui de « réserver la consommation de produits français à ceux qui peuvent se le permettre, tout en condamnant les plus modestes à ne s'alimenter qu'avec des produits importés ».

Les auteurs regrettent la « déconnexion totale de l'agriculture française avec les attentes de tous les consommateurs ». A titre d'exemple, le secteur du bio connaît une surproduction engendrant de nombreuses déconversions des agriculteurs, faute d'une demande suffisante, liée aux prix plus élevés de ce type de produits.

Enfin, les rapporteurs dénoncent la « crise majeure en matière de souveraineté alimentaire » que pourrait entraîner ce désengagement agricole. « La tendance à la réduction du potentiel productif agricole est préoccupante. Renommer le ministère de l'Agriculture en ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire est une chose ; corriger le tir en est une autre », alertent-ils.